

Publié le 27 janvier 2026

Temps de lecture : 4 minutes

La France adopte une trajectoire de réchauffement de référence pour guider l'adaptation au changement climatique

La France franchit une étape décisive de sa politique d'adaptation au changement climatique en intégrant, pour la première fois, une Trajectoire de Réchauffement de Référence (TRACC) dans le cadre juridique national. Annoncée par Monique Barbut, ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité et des Négociations internationales sur le climat et la nature, cette trajectoire est inscrite dans le Code de l'environnement par décret et s'intègre au 3^e Plan national d'adaptation au changement climatique (PNACC-3). Elle vise, d'ici 2030, à intégrer systématiquement l'adaptation climatique dans l'ensemble des politiques publiques, notamment en matière de santé, d'économie, d'urbanisme, d'agriculture et d'aménagement du territoire, incluant la construction, la rénovation des infrastructures et la prévention des risques.

La TRACC : une trajectoire commune issue de la science du climat

La TRACC définit des hypothèses de réchauffement fondées sur les travaux du GIEC et les projections climatiques disponibles pour la France. Elle retient un réchauffement de l'ordre de +2 °C dès 2030, +2,7 °C en 2050 et jusqu'à +4 °C à horizon 2100, par rapport à l'ère pré-industrielle, pour la France hexagonale.

En fixant une trajectoire unique, la TRACC devient la boussole partagée de l'État, des collectivités, des entreprises et des citoyens pour évaluer les risques climatiques et adapter les politiques publiques, les investissements et les projets. C'est une première étape pour construire collectivement notre stratégie d'adaptation au changement climatique.

Un décret qui fait du climat futur une donnée à prendre en compte

Le décret en Conseil d'Etat, publié le 23 janvier, intègre la TRACC dans le code de l'environnement en indiquant ses modalités de définition et les conditions de sa mise à jour. Le décret est accompagné d'un arrêté qui vient préciser les niveaux de réchauffement de cette trajectoire.

Concrètement, pour les citoyens et les territoires, cela se traduira par une révision des plans de prévention des risques naturels (inondations, feux de forêt, glissements de terrain) afin d'y intégrer les projections de la TRACC (par exemple, l'extension des zones inondables ou de nouvelles restrictions de construction). L'approche retenue est d'intégrer la TRACC dans le code de l'environnement pour pouvoir progressivement y faire référence dans les documents de planification et sectoriels pertinents.

Pour les entreprises et les secteurs économiques, les normes techniques encadrant la construction et l'entretien des infrastructures (routes, ponts, centrales électriques) évolueront également, afin de tenir compte de ces nouvelles contraintes climatiques (par exemple, des rails de train conçus pour résister à des températures plus élevées).

En dimensionnant les ouvrages, les infrastructures et les services publics pour le climat de demain, la TRACC permet d'éviter des reconstructions répétées, coûteuses et parfois inefficaces. C'est à la fois une mesure de prévention pour protéger les populations exposées aux canicules, aux inondations ou aux sécheresses, et une garantie de bon usage de l'argent public en finançant des projets conçus pour durer dans un climat plus chaud et avec des événements climatiques plus fréquents et plus intenses.

Une trajectoire construite avec les territoires et les citoyens

Les modalités d'utilisation de la TRACC s'appuient sur une concertation avec les acteurs de terrain et une transparence vis-à-vis du public. Les textes ont été présentés aux élus puis soumis à consultation publique à l'automne 2025, afin de favoriser l'appropriation par tous et une mise en œuvre cohérente sur l'ensemble du territoire. La TRACC constituera ainsi un outil central des COP territoriales.

Enfin, pour mener à bien ces actions, les acteurs de l'adaptation au changement climatique peuvent s'appuyer sur un ensemble de services climatiques mettant à leur disposition les différentes données climatiques de référence aux échelles nationale et locale et permettant déjà de les exploiter pour l'aide à la décision. Ces projections climatiques locales sont d'ores et déjà disponibles gratuitement sur le site de Météo-France [DRIAS – les futurs du climat](#).

« Canicules à répétition, inondations, sécheresses : derrière ces événements, il y a des vies bousculées, des familles déplacées, des territoires meurtris. La TRACC s'appuie sur la science pour dire la vérité sur le climat qui nous attend et nous donner les moyens d'anticiper plutôt que de réparer dans l'urgence. Adapter dès maintenant nos bâtiments, nos infrastructures et nos services publics, c'est protéger les Français, surtout les plus vulnérables, et c'est un devoir envers nos enfants : leur léguer une société qui aura eu le courage de regarder la réalité en face et d'agir à temps. »

Monique BARBUT, ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité et des Négociations internationales sur le climat et la nature

Lire le dossier de presse